

VIH/sida et prostitution : 25 ressources essentiels

Il est essentiel, pour tout individu dont le travail ou les études concernent la prostitution dans le contexte du VIH/sida, les maladies transmissibles sexuellement, l'usage de drogue ou d'autres questions de santé, de tenir compte du cadre juridique dans lequel le travail du sexe a lieu ainsi que les questions juridiques et de droits de la personne soulevées. Ce feuillet présente une liste de ressources essentielles qui contiennent de l'information importante et/ou des recommandations sur ces questions. Les ressources ont été sélectionnées par Maria Nengeh Mensah, du Réseau juridique canadien VIH/sida, et par un comité d'examen par les pairs composé de quatre experts : Dan Allman, de la HIV Social, Behavioural and Epidemiological Studies Unit, University of Toronto; Claire Thiboutot, de Stella, un organisme de Montréal qui défend les droits des prostitué(e)s; Sue Metzenrath, de la Scarlet Alliance, Australie; et Priscilla Alexander, de la North American Task Force on Prostitution, É.-U.

Publications sélectionnées

Achilles R., *The Regulation of Prostitution : Background Paper*, Ottawa, Association canadienne de santé publique, 1995. Examine les conséquences de divers modèles pour contrôler la prostitution (criminalisation d'activités liées à la prostitution; légalisation et réglementation formelle par le gouvernement; décriminalisation et application de normes de codes réglementaires du secteur de la santé, de l'impôt ou de l'entreprise; combinaison de stratégies). Fréquemment consulté par des responsables de politiques aux paliers municipal, provincial et fédéral; inclut des exemples de régulation au plan international.

Aggleton P., *Men Who Sell Sex*, Londres, Royaume-Uni, Institute of Education, University of London, 1999. Un compte-rendu détaillé des raisons pour lesquelles les hommes font le commerce du sexe, des significations en jeu et des implications pour la prévention du VIH. La prostitution masculine est abordée dans les chapitres suivants : Angleterre, Pays-Bas, France, Canada, États-Unis, Mexique, République dominicaine, Costa Rica, Brésil, Pérou, Inde, Bangladesh, Sri Lanka, Thaïlande, Philippines et Maroc. Permet une comparaison des perspectives internationales sur la prostitution masculine et le sida.

Alexander P., « Sex work and health : a question of safety in the workplace », *Journal of the American Medical Women's Association*, 1998, 53(2) : 77-82. Premier document publié dans un périodique médical qui brosse un portrait de ce que sont les risques du travail pour la sécurité et la santé, au delà des questions sexuelles et de santé génésique, de même que de l'effet des conditions de travail sur la santé des travailleurs du sexe. Les risques du travail abordés sont notamment les blessures répétitives, les infections respiratoires, la dépendance à l'alcool et à d'autres drogues, le stress émotionnel – particulièrement en lien avec la gestion du stigmate – et les MTS.

Allman D., *M is for Mutual A is for Acts : Male Sex Work and AIDS in Canada*, Santé Canada; AIDS Vancouver; HIV Social, Behavioural and Epidemiological Studies Unit, Faculty of Medicine, University of Toronto; et Sex Workers Alliance of Vancouver, 1999. Premier examen approfondi des 25 ans de recherche sur les hommes prostitués, leurs clients, les jeunes de la rue et les usagers de drogue par injection. L'enquête bibliographique est facile d'accès et combine la recherche et la défense des

intérêts. Allman révèle des données qui mettent à l'épreuve les idées préconçues vis-à-vis des hommes prostitués et de la propagation du VIH; il présente aussi les expériences variées que recoupe le travail sexuel masculin (i.e. celles d'escortes, de masseurs, de bisexuels, d'autochtones et de détenus). Disponible sur le Web <www.mutualacts.com>.

Bastow K., « Prostitution et VIH/sida », *Bulletin canadien VIH/sida et droit*, 1996, 2(2) : 13-15. Bastow soutient que la réprobation juridique, morale et sociale à l'égard des prostitué(e)s a augmenté radicalement depuis l'avènement du VIH/sida. En se penchant sur des initiatives juridiques et politiques qui visent à rendre plus sévères les lois sur la prostitution, au Canada et aux États-Unis, elle étudie des mesures telles que l'emprisonnement, le test obligatoire et des règlements municipaux (p. ex. règlements anti-nuisance) ainsi que leur impact sur la propagation du VIH parmi les prostitué(e)s. Selon l'auteure, « la seule solution rationnelle consiste à décriminaliser la prostitution et à accorder aux prostitué(e)s les mêmes droits et protections, en ce qui a trait à leurs conditions de travail, que ceux dont jouissent les personnes ayant d'autres occupations ». Cet article constitue un excellent survol de la question, pour les responsables des politiques. Disponible sur le Web <www.aidslaw.ca>.

Bindman J., *Redefining Prostitution and Sex Work on the International Agenda*, Anti-Slavery International et Network of Sex Work Projects, 1997. Définit la prostitution comme une « violation des droits de la personne qui tient de l'esclavage », vu que « le manque de protection sur le plan international et local rend les travailleurs du sexe vulnérables à l'exploitation dans leur milieu de travail, au harcèlement ou à la violence de la part de leurs employeurs, de policiers, de clients et du public ». Le rapport comprend une bibliographie détaillée et un sondage sur les normes de travail et les droits de la personne pertinents. Disponible sur le Web <www.walnet.org/csis/papers/redefining.html>.

Brock D., *Making Work, Making Trouble : Prostitution As a Social Problem*, Toronto, University of Toronto Press, 1998. Un compte-rendu détaillé du marché du sexe au Canada. Cet ouvrage tient compte non seulement des actions des tribunaux et des autorités policières, mais aussi des changements économiques, du rôle des médias et de la construction des classes sociales canadiennes, souvent invisibles. La sécurité au travail et une théorie féministe sont abordées à travers le document.

Brock D., *Prostitutes are scapegoats in the AIDS panic*, RFR/DFR, 1989, 18(2) : 13-16. L'un des premiers textes canadiens qui étudie les questions juridiques et éthiques relatives au VIH et au travail du sexe. Selon Brock, « [m]aintenant, comme par le passé, les initiatives de santé publique et les médias accentuent le rôle des prostitués comme vecteurs d'infection plutôt que comme individus qui contractent l'infection, à un tel point que l'on accepte largement cette perspective comme relevant du "sens commun". Le "public" ne semble pas préoccupé par le fait que les prostitués meurent eux-mêmes, mais plutôt qu'ils transmettent le virus à des clients masculins, qui le transmettent ensuite à des femmes et des enfants "innocents" ». L'auteure souligne qu'en blâmant les prostitués de la transmission du sida parmi la population hétérosexuelle, « nous oublions qu'ils sont des femmes et des hommes qui travaillent et qui tentent de garder autant de contrôle que possible sur leurs conditions de travail, y compris l'hygiène ».

Davis S., Shaffer M., *Prostitution in Canada. The Invisible Menace or the Menace of Invisibility?*, 1994. L'essai le plus étoffé et le mieux rédigé au sujet de la décriminalisation de la prostitution. On explique pourquoi la criminalisation de la prostitution n'a jamais protégé et ne protégera jamais les prostitués des méfaits, ou le public des « effets » de la prostitution. On examine les théories qui sous-tendent les principales approches législatives en matière de prostitution, au Canada (criminalisation, abolition et régulation) et on les compare à l'approche régulatrice australienne. On présente des réformes alternatives possibles, celles qui seraient les plus efficaces, et les meilleures façons de les mettre en œuvre. Disponible sur le Web <www.walnet.org/csis/papers/>.

de Bruyn T., *VIH/sida et discrimination : un document de travail*, Montréal, Réseau juridique canadien VIH/sida et Société canadienne du sida, 1998. Présente le contexte à partir duquel nous pouvons comprendre et comparer la discrimination liée au VIH/sida que vivent les prostitués et les autres travailleurs du sexe. Il s'agit d'un document de politiques qui voit les travailleurs du sexe comme des personnes plutôt que comme des victimes et qui positionne la prostitution dans le continuum de la discrimination liée au VIH/sida. Disponible sur le Web <www.aidslaw.ca>.

Delacose F., Alexander P., *Sex Work : Writings by Women in the Sex Industry*, San Francisco, Cleis Press, 1998. La deuxième édition du classique qui a

contribué à un changement important dans le discours sur le travail du sexe, y compris l'usage du terme « travail du sexe » lui-même. Cette édition comprend de nouveaux éléments d'introduction ajoutés par les éditeurs : un examen de certains changements survenus dans le travail du sexe et le mouvement pour les droits des travailleurs du sexe depuis la première édition du livre; une révision et une intégration des travaux d'Alexander sur la prostitution et le féminisme ainsi que sur la prostitution et le VIH/sida; une bibliographie annotée; et la mise à jour d'une liste d'organismes de défense des droits des travailleurs du sexe, incluant des adresses électroniques.

Ennew J., Gopal K., Heeran J., Montgomery H., *Children and Prostitution : How Can We Measure and Monitor the Commercial Sexual Exploitation of Children?*, New York, UNICEF Headquarters; Children in Especially Difficult Circumstances Section, Centre for Family Research, University of Cambridge; et Childwatch International, 1996. La deuxième édition d'une enquête bibliographique et d'une bibliographie annotée, accompagnée de documentation supplémentaire du Congress Against the Commercial Sexual Exploitation of Children, Stockholm, 26-31 août 1996. Contient des ressources utiles pour les abolitionnistes et pour le développement d'arguments contre l'exploitation sexuelle. Disponible sur le Web <<http://childhouse.uio.no/childwatch/cwi/projects/indicators/prostitution>>.

Kempadoo K., Doezema J., *Global Sex Workers : Rights, Resistance, and Redefinition*, New York, Routledge, 1998. Remet en question les idées traditionnelles sur le « trafic des femmes ». Les auteurs évaluent la légitimité de la distinction entre prostitution volontaire et forcée, car elle est utilisée pour accorder des droits aux victimes qui y ont été forcées et pour enlever ces droits aux travailleurs du sexe qui disent ne pas y avoir été forcés. La deuxième partie aborde la migration et le tourisme; la troisième partie, les organismes de travailleurs du sexe; et la quatrième partie, la prévention du VIH/sida et l'habilitation des travailleurs du sexe. Excellent document d'actualité.

Metzenrath S., « To test or not to test », *Social Alternatives*, 1999, 18(3) : 25-30. Excellent survol, facile d'accès, sur l'historique du test obligatoire des prostitués en Angleterre et en Australie, avec l'entrée en vigueur de lois sur les maladies transmissibles. Cet article est très utile, depuis que l'on soulève couramment la question d'obliger les travailleurs du

sexe à obtenir un permis et/ou à subir régulièrement des tests pour les MTS.

Nelson N.A., « Prostitution and genito-infectious disease control », *Revue canadienne de santé publique*, 1943, 34(6) : 251-260. Un article historique qui milite en faveur de lois anti-promiscuité. Il s'agit d'une lecture essentielle, puisque l'auteur est explicite quant à sa croyance que les variations dans les comportements sexuels sont fonction de codes moraux qui diffèrent. Formule une conclusion contre les examens de santé forcés ou obligatoires.

Sommet international de la jeunesse contre l'exploitation sexuelle des enfants, *Déclaration et Programme d'action*, Victoria, Canada, le Sommet, 1998. Le 12 mars 1998, 55 enfants et jeunes délégués ont présenté cette déclaration et cet agenda d'action aux représentants de gouvernements et d'ONG internationaux participants. Sans doute la ressource la plus touchante. Disponible sur le Web <<http://sen.parl.gc.ca/lpearson/action-f.htm>>.

Overs C., Longo P., *Making Sex Work Safe*, Londres, Royaume-Uni, Network of Sex Work Projects, Russell Press Ltd, 1997. Décrit les grandes lignes de l'élaboration de projets de prévention du VIH/sida dans le contexte du travail du sexe et met l'accent sur les conditions de travail et le contexte juridique. Ce manuel est le fruit d'une collaboration entre le Network of Sex Work Projects et AHRTAG. Disponible sur le Web <www.walnet.org/csis/groups/nswp>.

Peterson G., *A Vindication of the Rights of Whores*, Seattle, The Seal Press, 1989. Basée sur 15 ans d'activisme, cette anthologie rassemble les voix de prostitués de partout dans le monde. Les articles offrent de l'information cruciale et présentent des perspectives sur le travail du sexe, y compris la demande de reconnaissance complète des droits humains des femmes. Même si elle n'est plus très récente, il s'agit d'une ressource importante pour une meilleure compréhension de la façon dont les droits de la personne sont brimés dans le contexte de la prostitution, des raisons de la nécessité de décriminaliser, et des enjeux de la légalisation. La *World Charter for Prostitutes' Rights*, développée en 1985, et la préface de Margo St.James, activiste de longue date, constituent deux introductions utiles aux sujets complexes qui sont abordés dans l'ouvrage. Ce sont les voix des travailleurs du sexe; et on y retrouve au moins un cas canadien.

Prostitutes Collective of Victoria, *Sex Industry and the AIDS Debate '88*, Victoria, Australie, The Collective, 1988. Rapport et documents de la First National Sex Industry Conference, Melbourne, qui recommandent que l'industrie du sexe « soit régulée comme toute autre activité commerciale ». Un document précurseur.

Research for Sex Work est un bulletin qui fonctionne comme un centre de documentation sur les projets de recherche passés et récents, en matière de travail du sexe, et qui permet l'échange de projets, de techniques, d'idées et d'événements. On peut demander des exemplaires imprimés à <p.brinckman.social@med.vu.nl>.

Shaver F., « Prostitution : a critical approach to three policy approaches », *Canadian Public Policy*, 1985, 11(3) : 493-503. Cet article de 1985 sur la prostitution au Canada définit et compare les approches de politiques et présage de manière critique plusieurs questions qui sont devenues le centre de débats nationaux.

Sites Web sélectionnés

<http://users.uniserve.com/~lowman/welcome.htm>

John Lowman, de la Simon Fraser University, est un criminologue impliqué dans la recherche continue sur la prostitution, au Canada. Il maintient ce site Web riche en information, qui contient une bibliographie mise à jour régulièrement, des rapports de son groupe de recherche sur la prostitution, des questionnaires, et d'autres ressources utiles. Le premier site où se diriger, pour commencer une recherche sur la prostitution au Canada.

<http://www.bayswan.org>

Ce site offre des liens vers presque tous les organismes de défense des droits des travailleurs du sexe qui possèdent un site Web. Les liens changent de temps à autre, à mesure que de nouveaux sites sont créés. Contient une liste impressionnante de sites internationaux.

<http://www.walnet.org>

Le site Web du Walnut Institute héberge le Commercial Sex Information Service, la Sex Workers Alliance of Vancouver, le Network of Sex Work Projects, Stella (Montréal), et de nombreux autres. Il est en ligne depuis 1985 et a transmis plus de 3 000 000 de pages. Il s'agit d'un site axé sur le contenu, qui ne reçoit pas de fonds publics, mais qui est une ressource précieuse sur les questions juridiques et éthiques soulevées par la prostitution, dans le contexte du VIH/sida.

Pour trouver d'autres ressources...

Ces 25 ressources essentielles devraient être utilisées de pair avec *Questions juridiques et éthiques soulevées par le VIH/sida dans le contexte de la prostitution : enquête bibliographique* et *Questions juridiques et éthiques soulevées par le VIH/sida dans le contexte de la prostitution : bibliographie annotée*, Montréal, Réseau juridique canadien VIH/sida, 2000. Disponible sur le Web <www.aidslaw.ca>.

Ce feuillet d'information et les documents qui l'accompagnent sont accessibles sur le site Web du Réseau juridique <www.aidslaw.ca> et en imprimé auprès du Centre canadien de documentation sur le VIH/sida (tél. : 1-877-999-7740, courriel : aids/sida@cpha.ca). Il est permis de faire et de distribuer (mais non de vendre) des copies des feuillets en y indiquant que l'information provient du Réseau juridique canadien VIH/sida. Pour information, veuillez contacter le Réseau juridique (tél. : (514) 397-6828, téléc. : (514) 397-8570, courriel : info@aidslaw.ca). **This info sheet is also available in English.**

Financé par la Division des politiques, de la coordination et des programmes sur le VIH/sida, Santé Canada, dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida. Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions officielles de Santé Canada.